



L'été meurtrier...

La droite a poursuivi cet été son entreprise de casse sociale. Avec pour principales cibles les services publics et les droits des salariés.

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 875

10 septembre 2009

prix : 0,70 €



HAUSSER LE TON A GAUCHE !

Des centaines de milliers de personnes attendues à la fête de l'Humanité pour débattre et riposter au pouvoir de droite !

■ Notre Dame des Landes

Après un été où l'agitation a pris le pas sur le débat du Nouvel Aéroport, l'élu communiste Yann Vince répond aux opposants au projet..

P 3

■ Tram Train

Le chantier du tram train Nantes-Chateaubriant est sur les rails 875 du 10 Septembre

P 3

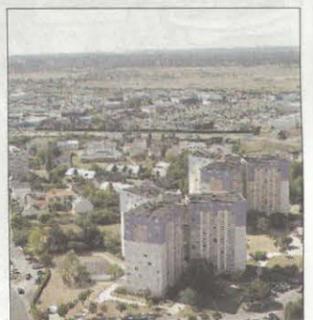
■ Social

L'actualité sociale de l'été en Loire-Atlantique

P 5

■ Trignac récompensée

Trignac et la CARENE ont reçu le 8 juin dernier, à Bordeaux, une



Mention spéciale au palmarès 2009 de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine pour le projet de rénovation du quartier populaire de Certé à Trignac.

P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante :

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique !

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00

VITE LU
VITE DIT

Fête de l'Humanité

Fête de l'Humanité

11.12.13
SEPT. 09

Parc départemental
de La Courneuve

L'Huma café fait sa rentrée !

Avec sa nouvelle programmation, l'Huma-Café® poursuit le chemin sur lequel il s'est engagé en Avril 2003 : « être prioritairement un moment d'échange, un outil de réflexion et d'éclairage du citoyen » sur fond de défense de la liberté d'expression et du pluralisme, pour la pérennité du journal l'Humanité, qui occupe une place unique dans la presse d'opinion. Globalement, les thèmes retenus invitent à poursuivre la réflexion sur l'engagement, qui reste le fil conducteur.

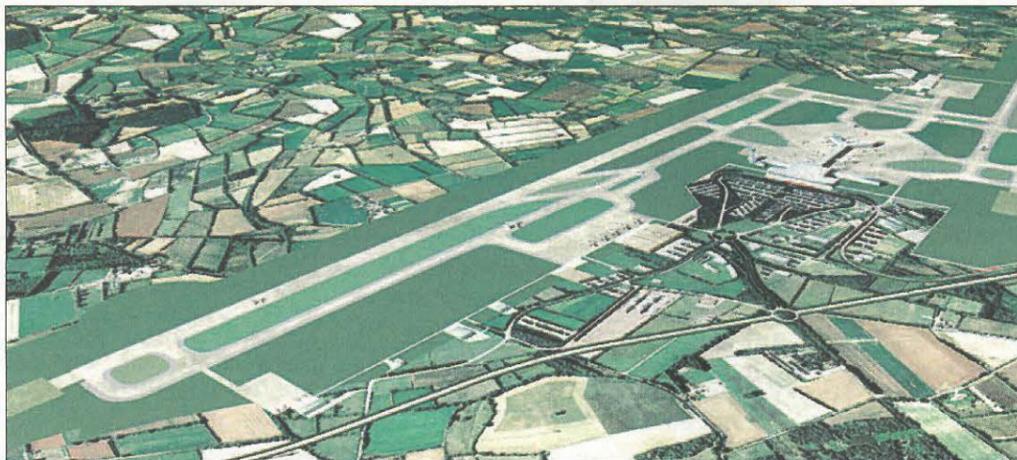
La saison s'ouvre sur un événement national : l'année JAURES, pour le 150^e anniversaire de la naissance du fondateur de l'Humanité, Pour élargir l'audience, être encore plus visible dans le paysage politico-culturel et réunir à chaque séance un public toujours plus nombreux, l'Huma-Café® invite à redécouvrir un Jaurès vivant, proche des discussions et des débats actuels : le rassemblement du peuple, de ses forces vives et de progrès, les valeurs de gauche, de l'individu, des libertés et du changement social.

Vendredi 25 Septembre
à 18h
Salon de Musique du
Lieu Unique

« ETRE FIDELE A
JAURES AUJOUR-
D'HUI »

avec
Gilles CANDAR,
Président de la
Société des Etudes
Jaurésiennes

Notre-Dame des Landes : une exigence pour le développement



Durant l'été, le projet de transfert de l'aéroport à Notre Dame des Landes a de nouveau été mis sous les feux de la rampe. Alors que le débat public a abouti en février 2008 à la déclaration d'utilité publique et que, cette année, a été lancée la procédure de la délégation de service public, les opposants ont tenté de faire feu de tout bois, mêlant l'opportunisme de ceux qui ne veulent surtout pas d'un aéroport chez eux et le dogmatisme des tenants de la décroissance, avec la bienveillance de la presse régionale. Dans ce contexte, notre camarade Yann VINCE, vice-président de Nantes Métropole, a rendu public un texte publié intégralement en tribune dans l'Huma du 17 août.

Dénonçant une démarche tentant d'opposer développement et environnement, l'élu communiste dé-

clare notamment : « Ce choix (de la décroissance) serait celui de la régression et du déclin, refusant de concevoir que les idées de progrès puissent se conjuguer avec le développement durable ». Il ajoute que « la configuration géographique et la saturation du trafic sur le site actuel impliquent d'apporter une réponse aux besoins du trafic aérien ». Soulignant que ces besoins sont directement liés à l'attractivité du grand ouest (1 million d'habitants attendus d'ici à 2030), il démontre que le trafic aérien longues distances est appelé à se développer, étant très largement moins polluant que les transports routiers et cela dans un contexte de recherche aéronautique : « des alternatives possibles au kérosène existent, comme en témoignent certains vols expérimentaux ». Yann Vince développe plusieurs

arguments plaidant en faveur du transfert de Nantes Atlantique. Celui de la sécurité : « l'actuel aéroport (...) est considéré comme un des plus dangereux des aéroports français » citant ses sources (bureau enquêtes accident et contrôleurs aériens CGT). Celui des conséquences sur l'extension du plan d'exposition au bruit concernant à terme plus de 50 000 habitants dans l'agglomération nantaise contre moins de 3 000 à Notre Dame des Landes et sur le développement urbain : « n'oublions pas les effets sur les plans locaux d'urbanisme (...) et sur le plan local de l'habitat, mis à mal dans ses objectifs (résister à l'étalement urbain et développer l'offre de logements au cœur de notre agglomération) ». L'argument écologique enfin : « le projet de NDDL permet de mettre un terme aux nuisances environnementales actuelles qui pèsent sur le lac de Grandlieu... ». Il conclue son argumentaire en démontrant que le site de NDDL a fait l'objet d'une Zone d'Aménagement Différé dès 1974 et que chaque exploitant agricole a bénéficié d'une procédure d'indemnisation. L'élu du sud Loire soulignait enfin que la libération d'une centaine d'hectares sur le site actuel de Nantes Atlantique permettra de conforter l'activité d'Airbus autour notamment des activités pionnières sur les matériaux composites (pôle EMC2 et plate-forme Technocampus).

Nantes-Châteaubriant, c'est parti !



Le 10 juillet dernier, l'ensemble des acteurs qui concourent à la réouverture de la ligne Nantes - Châteaubriant s'étaient donnés rendez-vous sur le site du futur atelier de maintenance des tram-trains, près de la gare de Doulon. Quelques jours seulement après la signature, très attendue, de la convention de financement, ce fut d'abord l'occasion de vérifier l'état d'avancement des travaux sur le site de maintenance. Et plus particulièrement ceux de construction des ateliers, érigés selon la norme HQE (Haute Qualité Environnementale) grâce notamment aux dernières innovations en matière de matériaux, comme par exemple le toit végétalisé.

Mais ce rendez-vous a aussi permis à chacun des acteurs de la renaissance de la ligne de réaffirmer leurs objectifs. Et en premier lieu à Gilles Bontemps de rappeler « combien ce dossier est emblématique d'une logique de désenclavement

et d'aménagement du territoire voulue par la région ». Il a été suivi en cela par Jacques Auxiette, qui a lui-même souligné « qu'avec les réouvertures de gares il y avait la possibilité de nouveaux accès aux services publics, au-delà de la simple vente de billets ». Une réflexion appuyée par Xavier Cohadon, directeur régional de la SNCF, pour qui « les nouvelles gares doivent devenir de véritables centres multimodaux mais aussi multiservices ».

A quelques mois des élections régionales, mais aussi à quelques semaines de la présentation au Parlement des projets de lois relatifs à la réforme des collectivités, ce rendez-vous a donc permis aux élus locaux de gauche de réaffirmer leur volonté de mettre en place des politiques au service de la vie quotidienne des populations, en faisant coopérer collectivités territoriales et entreprises publiques.



Jean de NEYMAN, combattant de la Liberté

Il y a 65 ans, le 2 Septembre 1944, à Heinlex, Jean de NEYMAN, résistant communiste, âgé de 30 ans, était massacré par les nazis pour avoir aidé dans leur fuite deux déserteurs allemands. Samedi 5 Septembre, Yvon RENEVOT, responsable de la section de Saint-Nazaire du Parti Communiste Français, Denise FRAIX et Guy TEXIER portes parole du Comité du Souvenir des Fusillés de Nantes-Châteaubriant et de la Résistance en Loire-Inférieure, ont rendu un hommage ému à ce jeune professeur agrégé de physique qui fut le dernier fusillé de la poche de Saint-Nazaire. En présence de sa nièce Dominique de NEYMAN et d'Olivier BUCHBINDER son petit neveu, ils ont réaffirmé, l'actualité de son combat. « Notre évocation n'est pas uniquement une évocation tournée vers le passé. Son combat et celui de tous les hommes et toutes les femmes qui se sont engagés dans la Résistance reste d'actualité : le combat pour la liberté, le combat pour élaborer un projet social, démocratique du XXI^e siècle, comme a pu l'être à son époque le programme du Conseil Natio-



nal de la Résistance et le large rassemblement pour le porter et le mettre en œuvre » affirmera le dirigeant communiste. C'est de la Résistance, qu'est issu le « modèle social français » d'autant plus vanté par le président de la République et son gouvernement qu'ils s'acharnent quotidiennement à en faire disparaître les acquis. Constatant qu'à Saint-Nazaire, les collègues Jean de NEYMAN et Manon ROLAND vont bientôt être détruits, fusionnés puis reconstruits, Yvon RENEVOT qui refuse de choisir entre « le résistant et la femme de lettres de la Révolution », a demandé que les élus locaux prennent rapidement l'engagement qu'un futur équipement public de la ville de Saint-Nazaire, du Conseil général de la CARENE porte le nom de ce combattant de la liberté dont les actes de résistance se conjuguent si bien au présent.

Le dossier.

Pendant l'été...

...la droite a poursuivi son entreprise de casse sociale. Résistance !!!

Le 22 juin dernier, Nicolas Sarkozy prenait pour la première fois la parole devant le Congrès, afin selon lui de « tracer de nouvelles perspectives à mi-mandat ». N'hésitant pas à dire que « le modèle français avait de nouveau sa chance » depuis le développement de la crise économique, et même à citer le Conseil National de la Résistance, ce dis-

cours a servi en réalité à lancer une nouvelle phase de la contre-révolution libérale qu'il met en place depuis le début de son mandat. Bien loin de l'objectif du CNR de reconstruire la France à partir de nouvelles solidarités, mais aussi de nouveaux droits pour les salariés, la période qui suit les européennes sert à Nicolas Sarkozy à

pousser les feux de nouvelles dérégulations dans les services publics mais

l'été a servi à de nouvelles dérégulations dans les services publics et à rogner de nouveau les droits des salariés

aussi à de nouveau rogner les droits des salariés.

Alors que la crise a mis en lumière combien le modèle social et économique français, même largement affaibli par les politiques libérales, était comme une bouée de sauvetage pour une partie de la population touchée, l'été fut, encore une fois, meurtrier pour

celui-ci. Malgré cela, des événements comme la journée du 3 octobre contre la privatisation de la Poste montrent que la résistance va continuer à la rentrée. De même qu'à l'hôpital, où malgré le vote de la loi Bachelot la majorité des praticiens hospitaliers chargés de l'appliquer sont résolus à ne pas le faire.

Travail du dimanche

Il aura fallu quatre tentatives au gouvernement et à l'Elysée pour faire passer la proposition de loi élargissant le travail du dimanche. C'est dire si, en plus de l'opposition des députés de gauche, cette proposition régressive était peu partagée au sein de la droite parlementaire.

Le texte autorise, sous des régimes différents, le travail du dimanche dans les communes touristiques et les grandes zones commerciales de

Il pourra être obligatoire dans les zones touristiques

Paris, Lille et Marseille. Cela concerne aujourd'hui environ 500 communes, chiffre qui pourrait très vite monter à plus de 5.000. Dans les zones touristiques les salariés seront mis dans l'obligation d'accepter de travailler le dimanche, sans aucune contrepartie. Ni volontariat, ni doublement du salaire, ni repos compensateur.

En banalisant le travail du dimanche, la droite continue sa bataille idéologique en faisant croire que la consommation est la seule activité humaine valable. Véritable recul de société, ce texte peut encore être combattu dans les villes, où salariés et consommateurs peuvent faire pression sur les commerçants.

Pôle emploi externalise

La fusion ASSEDIC / ANPE réalisée le 1er janvier dernier a été lancée au pire moment, puisque la crise a entraîné un afflux de chômeurs sans précédent depuis 2008, avec des pics allant jusqu'à 3.000 par jour. Une fusion réalisée aussi sans formation véritable des salariés, qui doivent aujourd'hui traiter les questions afférentes à la recherche d'emploi et à l'indemnisation. Une accumulation d'erreurs qui a entraîné un engorgement dans les services de Pôle Emploi, la multiplication d'erreurs, mais aussi des

Des groupes d'interim chargés du placement des chômeurs

altercations entre privés d'emplois et agents de Pôle Emploi.

Pour y remédier, la direction de Pôle Emploi n'a rien trouvé de mieux que de faire appel à des officines privées pour s'occuper du placement des chômeurs. Et notamment des groupes d'interim comme Manpower ou Randstad qui trouvent là une aubaine en temps de crise pour augmenter leurs profits. Les chômeurs eux risquent de voir encore abaissée la qualité du service rendu puisque le nombre de dossiers traités sera plus important que la nécessité d'accompagner réellement les chômeurs dans un projet de transition professionnelle.

Joël CORPARD, responsable des services publics au PCF 44



Sarkozy a lancé le coup d'envoi de la transformation de la Poste, établissement public, en société anonyme. Déjà affaibli par le manque d'investissements de l'Etat, le changement de statut entraînerait une détérioration encore plus considérable du service rendu aux usagers. Chaque fois que l'Etat a effectué ce type d'opération, il a fait entrer des capitaux privés (France Telecom,

EDF, GDF, ...) avec des conséquences immédiates : réduction de la qualité de service, suppressions massives d'emplois, augmentations tarifaires, priorité à la satisfaction des actionnaires. Cela sera donc la première étape d'une privatisation programmée de La Poste.

Un Comité national regroupant plus de 50 organisations, dont le PCF et l'ANECR, a décidé d'une consultation nationale des usagers sur ce projet de privatisation le Samedi 3 octobre prochain. Ce sera le moment d'exprimer votre refus en votant massivement NON au projet gouvernemental !

comme le montre la suppression de 700 emplois à l'AP - HP (Assistance publique - Hôpitaux de Paris). Seul recul jusqu'à aujourd'hui,

la perpétuation dans la loi de l'obligation d'élire un élu à la tête des conseils d'administrations des hôpitaux. Mince quand on sait que leur financement dépend du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale, qui va

encore cette année se donner l'objectif de faire baisser les dépenses de santé.

Les personnels, élus et usagers mobilisés sont décidés à ne pas baisser les bras, et veulent relancer la mobilisation dès la rentrée sur le financement des dépenses de santé.

Une mise à mal de l'égalité d'accès aux soins

Hôpital / santé

Alors que les franchises médicales ainsi que les fermetures de maternité dans les zones rurales avaient déjà mis à mal l'égalité d'accès aux soins, la loi Bachelot poursuit la soumission au principe de rentabilité du système de santé.

Une loi qui organise la vassalisation des petites unités aux grands centres hospitaliers et qui privilégie le partenariat public-privé sans que le contrôle par les usagers ou les élus ne soit renforcé. Tout cela sur fond de réduction des moyens

Pouvoir d'achat / fiscalité

Annoncée en grande pompe pour le 1er juillet, la baisse de la TVA dans la restauration devait donner un bol d'air au pouvoir d'achat pendant la période des vacances. Las, l'effet aura fait long feu puisque deux mois après sa mise en place, entre 25 et 50 % des restaurateurs auraient repercuté cette baisse. Une baisse qui n'a pas non plus bénéficié aux salariés du secteur, le patronat proposant seulement une hausse de 6 centimes du salaire horaire. Soit la moitié de celle du SMIC, qui n'a comme c'est une habitude pas bénéficié d'un coup de pousse.

+ 11 centimes pour le SMIC merci qui ?

Les contribuables les plus privilégiés auront, bénéficié d'un coup de pousse cet été. Le gouvernement a en effet reculé dans la préparation du budget 2010 sur la remise à plat des niches fiscales, qui représentent 40 milliards de manque à gagner.

Les entreprises ne sont pas en reste avec le lancement de la réforme de la taxe professionnelle combinée avec celui de la taxe Carbone. Répondant à Laurence Parisot, Eric Woerth a assuré que les entreprises ne seraient pas plus taxées. Au

contraire des ménages qui risquent d'être les grands perdants du transfert de la fiscalité sur « le travail » vers celle sur la pollution.



Trop de congés

Le ballon d'essai s'est retrouvé crevé à force d'être usé. En plein cœur de l'été, Frédéric Lefebvre, frustré de la perte de sa tribune à l'Assemblée, s'est dit que décidément les salariés en arrêt maladie, en congés maternité ou parental pourraient continuer à servir leur entreprise.

En plein cœur de la sortie d'enquêtes sur le stress au travail mais aussi de l'annonce de suicides à répétition de salariés de France Telecom, cette proposition fit grand bruit. Aussi fut-elle repoussée de manière cinglante par le gouvernement.

Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Travail du dimanche en Loire Atlantique

Dans la nuit du 22 au 23 juillet le Sénat a définitivement adopté la loi autorisant le travail dominical dans 5 à 6000 communes. En Loire Atlantique, un arrêté préfectoral de 1995 classe 16 communes en villes touristiques et 8 en stations classées pouvant permettre l'ouverture des commerces le dimanche.

Villes touristiques : Assérac, Moutiers, Clisson, Fégréac, Le Gâvre, Tréffieux, Guérande, Marsac-sur-Don, Nozay, Saint-Philbert-de-Grand-Lieu, Mesquer, La Bernerie, Le Croisic, La Turballe, Préfaillies, Saint-Michel-Chef-Chef.

Stations classées : Batz-sur-Mer, Piriac, La Plaine-sur-Mer, Pornic, Pornichet, La Baule, Le Poulguen, Saint-Brévin-les-Pins.

Attention : ce périmètre peut s'agrandir. En effet, depuis 2006, une loi définit les critères d'une commune touristique (il doit y exister une réelle politique touristique et des animations régulières, un office de tourisme classé et des capacités d'hébergement suffisantes). A dater de la promulgation de la loi, les communes intéressées disposent de 18 mois pour prendre une délibération allant dans ce sens.

Où est le logement social ?

L'agence d'urbanisme de la région nantaise a publié cet été, une étude prouvant que depuis des années la construction de logements sociaux recule en Loire Atlantique alors que le département voit arriver 14 000 nouveaux habitants par an. **Un logement locatif sur 2 a été mis en service avant 1977** et le département qui compte 13% de logements sociaux n'a vu son parc augmenter que de 4500 unités depuis 2001. La demande est si forte qu'il faut en moyenne 20 mois d'attente pour obtenir satisfaction. Jusqu'à 28 mois pour Cap Atlantique (La Baule, Guérande, Le Croisic) où il y a 7 demandes pour un logement d'attribué. **En 2008, 4 communes comptaient moins de 6% de logements sociaux dans leur patrimoine (Pornichet 4,59%, Vertou 5,05%, La Baule 5,21%, Haute Goulaine 5,28%).** 5 communes dépassaient les 20% exigés par la loi SRU (Saint-Herblain 27,04%, Saint-Nazaire 26,39%, Nantes 23,64%, Montoir de Bretagne 23,06%, Trignac 20,98%).

Référendum national pour La Poste, le 3 octobre

Il y a cinq ans la Loire Atlantique comptait 190 bureaux de poste de plein exercice, ils ne sont plus que 48 aujourd'hui. « **En seulement 2 ans cela fait plus de 300 emplois de postiers et plus de 1000 heures d'ouverture des bureaux au public qui ont été perdus** » constate la CGT. Une situation qui risque encore de s'aggraver avec la transformation de l'établissement public en société anonyme le 1er janvier 2010. Réclamant le retrait du projet de loi gouvernemental, les organisations syndicales devraient prochainement déposer un préavis de grève illimitée. Le comité départemental contre la privatisation de la Poste qui réunit des organisations syndicales (CGT, Sud, FO, CFTC), des partis politiques (PCF, les Alternatifs, NPA), des associations (Ligue des Droits de l'Homme) prépare activement la consultation populaire nationale prévue pour le samedi 3 octobre. Il a envoyé **près de 8 000 courriers aux élu-e-s locaux pour leur demander de soutenir leur action et de « tout mettre en œuvre pour sa réussite ».**

Nantes 7 dépose le bilan

La chaîne de télévision locale qui avait conquis son espace dans l'univers médiatique nantais, vient de mettre la clef sous la porte. Ses actionnaires ont refusé de continuer à financer un déficit qui atteint 10 millions d'euros. Le groupe Ouest-France, son principal actionnaire (35%), « a assumé à lui seul 7 millions d'euros de pertes et ne peut continuer plus longtemps » a expliqué Antoine de TARLE, le Président de Nantes 7 à l'AFP. Le Tribunal de commerce de Nantes devrait désigner un administrateur judiciaire pour essayer de trouver un repreneur. L'entreprise emploie 25 salariés.

Le Splendida parti, 700 emplois sont menacés dans la navale

Au départ du « Splendida MSC », début juillet, le syndicat CGT a donné une conférence de presse pour alerter les médias sur la situation catastrophique de la construction navale nazairienne. « **Pour « beaucoup de salariés « kleenex », cette fin de navire égale une fin de contrat** » a insisté Joël CADORET. Il n'y a « presque rien derrière » : deux navires à livrer (mars et mai 2010) auxquels s'ajoute le Bâtiment de Protection et de Commandement obtenu dans le cadre du plan de relance livrable avant l'été 2011. **700 emplois, précise le responsable CGT, sont directement menacés** tandis que la commande des 2 paquebots MSC qui « fait couler beaucoup de salive », tarde à se concrétiser. « L'urgence de signatures de commandes est criante », souligne la CGT **qui plaide pour que STX change une stratégie industrielle suicidaire parce que toujours axée, quoiqu'il en dise, sur le mono produit.** Une erreur aujourd'hui reconnue par certains de ses responsables. Le sud coréen doit donner des signes forts rendant crédible sa volonté de diversifier la production en investissant dans l'achat de matériel et en mettant en œuvre une formation accélérée et approfondie des personnels. « Qu'est devenu, le plan 6000 compétences pour l'estuaire dont les Chantiers sont partenaires ? » demande Marie Claude ROBIN, la secrétaire de l'union départementale. La CGT insiste également pour que « le car ferry de la Brittany (un marché franco-français) soit réalisé à Saint-Nazaire et pour, qu'au-delà du discours, le gouvernement ait « une véritable politique de développement incluant toute la filière maritime ». **Les pouvoirs publics pourraient, par exemple, sans attendre consentir des prêts remboursables, à des taux favorables aux armateurs français qui désirent renouveler leur flotte.**



France Télécom veut abandonner Donges

Le site de Donges de France Télécom serait prochainement délocalisé. Les responsables du syndicat Sud en sont persuadés bien que la direction reste très discrète sur le sort des 90 salariés de La Pommeraique qui gère la téléphonie mobile du grand ouest. Ils seraient envoyés à Carquefou. « La fermeture du site n'a pas été officiellement annoncée par la direction, mais elle est sur toutes les lèvres et tout a été préparé pour que les mutations débutent en septembre ». Après avoir rencontré les salariés, Alain CHAZAL, maire adjoint communiste, a interpellé le sous-préfet de Saint-Nazaire et Dominique JANET, le directeur national pour lui demander de « reconsidérer » une décision totalement injustifiée. « **Si elle devait être confirmée, cette fermeture présenterait d'une part le risque important de déstabiliser des dizaines de familles qui devront déménager et d'autre part une perte d'emplois importante sur ma commune dans un contexte économique et social particulièrement dégradé** » écrit Anne AUFFRET, maire de Donges à Christian ESTROSI, le ministre de l'industrie, lui demandant d'intervenir auprès des responsables de France Télécom pour qu'ils abandonnent leur projet. « L'aubaine, c'est le renouvellement du bail en 2011. Nous sommes devant un choix financier » a dénoncé Roger DAVID devant ses collègues du conseil général, les appelants à « réagir » pour que le site soit pérennisé.

Au Croisic, la criée gêne qui ?



Le 30 juin, lors d'un conseil portuaire (« un conseil mortuaire » disaient certains) alors que plus de 500 personnes venaient de manifester lors d'une marche silencieuse pour garder la criée, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Saint-Nazaire (concessionnaire) confirmait sa volonté de désengagement. Bernard DENIAUD, vice-président du conseil général, (propriétaire) se disait lui disponible pour continuer à discuter la solution d'une coopérative proposée par les professionnels. Comme le souligne Patrick HAMON, conseiller municipal, « **la disparition de la criée, c'est, à terme, la mort du port.** Il reste 32 bateaux, pourquoi débarqueraient-ils le poisson au Croisic pour le faire transporter ensuite par camions alors que La Turballe - où seront centralisées toutes les opérations - est en face ? Le gros problème, c'est la dette qu'on a laissée filer alors que la situation était connue depuis des an-

nées (environ 900 000 €). Il faut y ajouter les 350 000 € minimum nécessaires pour la remise aux normes qui est indispensable ». Au moment où, dans la ville voisine de La Baule, se débattaient les enjeux du Grenelle de la mer (il ne reste que 37 criées en France), **on ne peut que s'interroger sur la façon dont la droite, omni présente et omnipotente, en Presqu'île a géré cet important dossier.** Beaucoup ont noté d'ailleurs que le député, ancien maire du Croisic, Christophe PRIOU n'était ni présent, ni excusé, fin juin. **C'est vrai que la disparition de la criée libérerait fort opportunément l'espace foncier nécessaire pour réaliser à terme une opération touristique de très haute gamme** que certains verraient d'un bon œil de concurrencer La Baule. D'autant que doucement se prépare le déménagement du centre de Pen Bron et ses hectares, un jour, disponibles avec une vue imprenable sur l'océan...

SAMRO licencie 109 salariés et ferme le site de Nort-sur-Erdre

SAMRO licencie 109 salariés et ferme le site de Nort-sur-Erdre. Le constructeur vendéen, leader national dans la construction de semi-remorques pour poids lourds a annoncé, mi août, la fermeture de son usine de Nort-sur-Erdre qui compte 100 salariés. En mai, alors que l'entreprise subit de plein fouet les nombreuses faillites d'entreprise du secteur routier et des marchandises, l'Etat lui a refusé son

concours alors qu'il aurait pu prendre une participation dans le capital du groupe par le biais du Fonds Stratégique d'Investissement. La Région des Pays de la Loire ayant aidé l'entreprise en votant une avance remboursable d'un million d'euros, Gilles BONTEMPS, le vice-président communiste, a réagi assurant qu'en cas de fermeture du site, les élus demanderaient à la SAMRO de rembourser la somme.



Evènements, culture, idées.

La taxe carbone ou l'écologie antisociale appliquée

par Aurélien Bernier

Nous ne connaissons pas encore tous les détails de la mise en œuvre de la future taxe carbone préparée par le gouvernement français, mais une chose est sûre : une nouvelle fois, les plus pauvres paieront à la place des vrais responsables de la crise écologique. Le principe est en effet de taxer les énergies fossiles en fonction des gaz à effet de serre qu'émettent leur combustion à hauteur de 32 euros par tonne de carbone dans un premier temps, puis d'accroître progressivement le niveau des prélèvements. Les factures de carburant, de gaz, de fuel et peut-être d'électricité, augmenteront donc à partir de 2010. Le gouvernement tente de faire passer la pilule en promettant un chèque « vert » censé compenser la taxe pour les ménages les plus modestes. Mais la ficelle est grosse. D'une part, cette compensation sera calculée sur les consommations directes d'énergie. Or, si le prix de l'énergie augmente, les prix des biens et des services augmenteront proportionnellement. Le chèque vert ne compensera jamais intégralement ces hausses. D'autre part, ce type de mesure peut prendre fin à tout moment. Aucune garantie n'a été donnée sur la pérennité de ce chèque, et nous pouvons parier qu'il sera de courte durée. Enfin, la baisse des cotisations patro-

nales est déjà programmée, avec ses conséquences prévisibles : aucune embauche, aucune augmentation de salaire, mais une bénédiction pour les profits des grands groupes. Pourtant, le scandale ne s'arrête pas là. Les principaux émetteurs de gaz à effet de serre dans l'industrie sont déjà soumis au système des droits à polluer échangeables. Ils se voient allouer des quotas carbone qui peuvent être vendus et achetés en Bourse, la loi de l'offre et de la demande fixant le prix « optimum » pour la pollution. Or, les firmes en question seront exonérées de taxe carbone. Alors que le citoyen ou la PME paiera 32 euros à chaque tonne de carbone émise, ces grandes entreprises reçoivent leurs droits à polluer gratuitement. Par exemple, Arcelor-Mittal dispose d'environ 8 millions de quotas par an pour six usines implantées en France, ce qui équivaut à un droit à émettre gratuitement 8 millions de tonnes de carbone. A 32 euros la tonne, le cadeau fait à cette multinationale en l'exonérant de taxe carbone dépasse les 250

millions d'euros par an. Mais ce n'est pas tout. Si ces firmes manquent de droits à polluer, elles les achètent sur le marché où le prix actuel est d'environ 14 euros par tonne, soit moins de la moitié du tarif qui sera appliqué aux particuliers. Enfin, les grands groupes qui ont habilement su pratiquer le lobbying ont obtenu bien plus de quotas qu'il ne leur en fallait. Pour l'année 2008, Arcelor-Mittal disposait d'un excédent de droits à polluer d'un million de tonnes en France. Vendus sur le marché au comptant, ils représentent plus de 15 millions d'euros de bénéfices. Voilà donc à quoi sert le discours dominant sur l'écologie qui culpabilise le citoyen et sensibilise aux problèmes de la planète grâce aux images dépolitisées d'Arthus-Bertrand. A faire accepter des mesures totalement antisociales. L'imposant Cohn-Bendit, en passe de devenir le meilleur porte-parole du gouvernement, applaudit des deux mains. Il ose même parler de « révolution ». Et tout laisse à penser que nous n'en sommes qu'au début. Grâce à l'argument de la

concurrence internationale, les grandes firmes parviendront toujours à éviter la contrainte en Europe tout en redéployant leur activité dans les pays à bas coût de main d'œuvre. A l'inverse, les petites ou moyennes entreprises et les populations paieront... jusqu'à l'explosion sociale qui pourrait arriver plus vite qu'on ne le pense. Pourtant, la taxe carbone n'est pas intrinsèquement mauvaise. Elle est comme tous les outils de fiscalité environnementale qui sont utilisés, toutes choses égales par ailleurs : injuste et donc inacceptable. Il faut prendre le problème à l'envers. C'est une répartition équitable des richesses qui permettra de promouvoir ou d'exiger des comportements plus écologiques. Il faut taxer le capital et augmenter les revenus du travail avant de mettre en place des contraintes environnementales que les citoyens pourront alors assumer. Pour cela, l'objectif premier doit être de casser le chantage aux délocalisations et de reconstruire une économie locale capable d'amener le plein emploi.

Aurélien Bernier auteur du livre « **Le climat, otage de la finance** », 2008, Ed. Mille et une nuits, est secrétaire national du Mouvement politique d'éducation populaire.

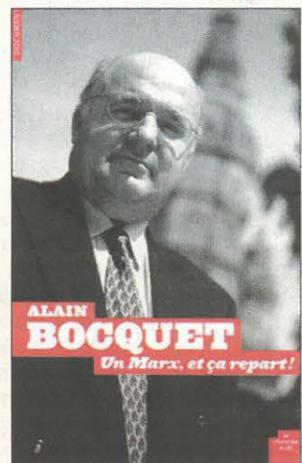


LIRE

Alain Bocquet

« Un Marx et ça repart ! »

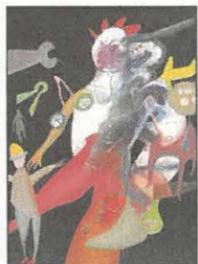
Alain Bocquet est député, maire de Saint-Amand-les-Eaux, président de la Communauté d'agglomération de la porte du Hainaut. Quarante-cinq ans de militantisme acharné, de convictions forgées au contact des mineurs, des métallos, des dockers du Nord, des universitaires, des artistes et des intellectuels engagés : ainsi se présente Alain Bocquet. Un communiste éduqué par des résistants. Patron de la puissante fédération communiste du Nord à 31 ans, adjoint de Pierre Mauroy à la mairie de Lille, membre du bureau politique du PCF en 1990, donné comme successeur de Georges Marchais en 1994, il reste à ce jour le dernier président d'un groupe communiste à l'Assemblée nationale. Ses adversaires redoutent son sens inné de la formule, quand sa gouaille fait le bonheur des journalistes.



À Delphine Watiez, diplômée de l'École supérieure de journalisme (ESJ) de Lille qui souhaitait faire son portrait, il a répondu : « demandez plutôt aux autres ce qu'ils pensent de moi ». La jeune journaliste indépendante a donc enquêté. Résultat ? Des témoins venus de tous les bords politiques brossent un portrait bigarré. Tour à tour vu comme communiste orthodoxe tendance « dinosaure fossilisé » pour les uns, leader charismatique proche de l'homme providentiel pour les autres, meilleur ennemi des socialistes du Nord, allié objectif de Jean-Louis Borloo dans le Valenciennois, le « baron rouge de Saint-Amand-les-Eaux » fréquente sans complexe les patrons, au risque parfois de désarçonner les siens. Il n'en a cure. Volontiers provocateur, à la fois pudique et narcissique, Alain Bocquet se révèle avant tout un homme chaleureux, ayant gardé beaucoup du « Till l'Espiegle » de son enfance.

A. Bocquet : « **Un Marx et ça repart !** », Ed. du Cherche Midi, Coll. Documents, septembre 2009, 19€

VOIR...



Les chemins de la Création

L'exposition centrale de la Fête de l'Humanité est devenue un rendez-vous culturel attendu des dizaines de milliers de visiteurs qui s'y pressent. Cette initiative leur propose une expérience originale,

exigeante et populaire tout en créant les conditions d'une authentique rencontre avec les artistes et leurs œuvres.

Cette année, l'Humanité a voulu aller plus loin dans cette réflexion en proposant l'exposition inédite : **Peinture Les chemins de la création**.

En invitant six peintres, Mireille DESIDERI, Marc GIAI-MINIET, Pierre DUCLOU, Charlotte de MAUPEOU, Bernadette PREDAIR et Michel TYSZBLAT à partager leur expérience originale de la création. Chapiteau exposition, face à l'Agora.

MÉDIAS

Rentrée «chaises musicales»

Arrivées de nouveaux présentateurs, échanges d'animateurs, changements de formules... les médias font leur rentrée. On prend les mêmes et on recommence.

Les stations de radio généralistes sont les plus actives, se disputant les parts de marché en permutant les animateurs et en recrutant les stars du petit écran. RTL voit arriver H. Roselmack de TF1, qui présente le journal inattendu du samedi midi. Côté foot, B. Lizarazu avec son émission « le

club Liza » s'ajoute au « On refait le match » d'E. Saccomano.

Pour sa part, Europe 1 continue de miser sur des vedettes de la télévision. Ses auditeurs retrouvent M-O Fogiel dès potron-minet, après que la dernière saison, il ait redynamisé la matinale. Pour une deuxième année, l'indéboulonnable M. Drucker anime une émission politique et culturelle dès 19 heures. C'est Vivement Dimanche tous les soirs. Sa nièce Marie présente un magazine le week-end sur Europe 1 et Nagui,

un jeu. N. Poincaré, présentateur du 18-20 sur RTL, revient à la station de ses débuts,



France-Info. Sur France Inter N. Demorand continue la matinale et P. Clarck, ex-présentatrice de la revue de presse de RTL, est également présente en matinée. Sur les écrans, France

Télévisions fait sa première vraie rentrée sans publicité en soirée, tandis que M6 inaugure son premier journal du soir en plateau. Exit M6mn. Depuis le 7 septembre, il est présenté par C. Barsacq et dure 20 mn du lundi au jeudi.

Quant à la presse écrite, le Figaro et Libération lancent une

nouvelle formule en cette mi-septembre. Les différences entre présentateurs, journalistes, vedettes et humoristes s'estompent. L'information n'y trouve évidemment pas son compte.

près de vous

Saint-Herblain

Exonération verte :
le refus des élus



Lors du dernier conseil municipal de Saint-Herblain, les **élus communistes se sont opposés à la mise en place d'une exonération de la part communale de la taxe foncière suite à des travaux d'amélioration de l'isolation**. En effet, il leur a semblé que dans un contexte qui frappe durement les familles populaires les aides de la municipalité ne devaient pas être orientées ainsi. Ils ont par ailleurs rappelé qu'il était déjà possible de bénéficier de crédits d'impôts pour ce type de travaux. Pour eux il eut été plus légitime d'aider les familles en difficultés.

Dans le même temps, ils ont **appelé à plus de vigilance quant à ses exonérations tant la santé financière des collectivités semble remise en cause par la réforme des collectivités territoriales et la suppression de la taxe professionnelle**.

Rezé

Fusion des écoles Ouche Dinier 1 et 2

A l'occasion du débat sur le contrat éducatif local, Mireille PERNOT, présidente du groupe communiste, a tenu à rappeler son désaccord quant à la fusion des écoles Ouche Dinier 1 et 2. Cette décision prise par l'académie va entraîner la suppression d'un poste de directeur. Pour l'élue, cela « **vient légitimer une politique gouvernementale largement mise en cause par le mouvement social de ces derniers mois** ». Au cœur de cette décision qui risque d'affecter le fonctionnement de l'école : la politique en matière d'éducation nationale qui vise à la suppression de 16000 postes en 2010.

Nantes Habitat



Les loyers augmenteront

Depuis le premier juillet dernier les loyers de Nantes Habitat ont augmenté de 2,5%. Marie Anick BÉNÂTRE administratrice de l'organisme H.L.M. s'est opposée à cette nouvelle hausse. En effet, le contexte de crise se faisant sentir cette augmentation vient toucher les locataires à un moment bien inopportun. Une hausse qui, même si elle sera utile pour assurer les investissements et les réhabilitations de demain aurait dû faire l'objet de plus amples attentions vis-à-vis des locataires.

L'invité

■ Un nouvel horizon pour Certé...

La CARENE et la ville de Trignac ont reçu le 8 juin dernier, à Bordeaux, une Mention spéciale au palmarès 2009 de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (A.N.R.U.). Ce prix vient récompenser l'approche tournée vers un urbanisme durable du projet « Horizon Certé », et plus particulièrement notre démarche pour la dépollution d'une partie du site et pour les déconstructions des ZAC Océane/Accacia. Cette récompense est assortie d'une dotation supplémentaire de 100 000 euros utilisable pour les études.

« Horizon Certé », est un projet d'envergure pour notre commune autant par sa superficie que par sa durée puisque l'idée de faire évoluer Certé date de 1995. Dès le départ l'idée était de s'inscrire dans un objectif de désenclavement et de cohérence entre les différents quartiers de la commune.

Outre la déconstruction des deux tours – les Albatros et les Mouettes – qui devrait s'achever début 2010, c'est à une véritable requalification du quartier que nous nous sommes attaqués avec de nouveaux logements, de nouveaux équipements publics dont certains ont déjà pris place, je pense notamment aux nouveaux locaux du centre médico-social Jacques Duclos financé par le Conseil général... De nombreux travaux d'embellissement ont eu lieu, l'aménagement des voies et cheminement piétons aux abords du collège Julien LAMBOT, la rénovation de la passerelle qui permet d'accéder au centre commercial... Avec comme souci, la qualité urbanistique et environnementale de l'ensemble du projet.



Les deux tripodes Albatros et Les Mouettes en cours de déconstruction.



Implosion du Blockhaus n°5 sur la future ZAC Océane, le 26 août dernier.

Une des idées motrices est également la diversification de l'habitat pour arriver à une plus grande mixité sociale. Outre des logements sociaux, on compte des logements adaptés ou encore en accession sociale à la propriété...

Projet d'envergure, d'un coût de 52 millions d'euros dont 4 à la charge de notre commune (le reste étant réparti entre l'A.N.R.U., la C.A.R.E.N.E. et les conseils généraux et régionaux) il n'a pu se faire sans les habitants. C'est d'ailleurs la condition sine qua non de sa réussite. Les habitants sont d'ores et déjà force de propositions. La mise en place de réunions d'informations et de concertations, d'ateliers de suggestions. Très concrètement cela se traduit dans l'aménagement : ce sera le cas pour le futur parc urbain de la Z.A.C Océane/ACCACIA et Menée Landais, par exemple.

Aussi, nous avons fait en sorte de favoriser l'expression culturelle. Artistes, plasticiens, ont travaillé avec les habitants afin de donner corps à l'attachement que ceux-ci portent à leur quartier...

Voilà le projet que nous bâtissons depuis déjà 13 ans avec le concours des citoyens afin de reconstruire un nouveau quartier plus durable et plus proche des attentes, un quartier de vie, un quartier agréable.



Sabine MAHÉ

Maire de TRIGNAC
Vice-Présidente de la CARENE chargée des transports

L'activité

■ Nantes

Du nouveau pour la Bottière

Le quartier de la Bottière à Nantes va bénéficier d'un processus de renouvellement urbain. D'une superficie de 26 hectares, ce quartier comporte 1397 logements sociaux. Pour les élus communistes de la ville ce « processus doit être conçu comme une démarche confortant le logement social et contribuant à la cohésion sociale » ils notent qu'« à travers la question des logements, ce sont aussi celles des inégalités sociales, voire territoriales qui sont posées ». D'autant que ce quartier inscrit au Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS – qui prévoit la mise en œuvre de projets urbains et sociaux) concentre nombres de difficultés.

A travers ce projet de renouvellement urbain les élus communistes souhaitent que « le processus de requalification des espaces et de valorisation des logements » soit au centre. Ils tiennent également à faire remarquer que les logiques consistant à faire table rase de l'existant « sont loin de résoudre les problèmes ». C'est pourquoi, outre ce projet de renouvellement urbain, ils insistent sur l'importance d'une démarche en faveur de l'emploi et de la réussite scolaire.

Bien qu'ils approuvent l'ensemble du projet, ils regrettent toutefois que les habitants ne soient pas suffisamment associés à son déroulement. Ils souhaitent que des dispositions soient prises « pour assurer une plus grande proximité avec les habitants ».

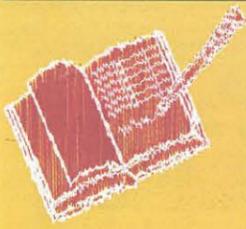
■ Bouguenais

Les élu(e)s mobilisés pour la fonction territoriale

Les élu(e)s communistes de notre département se montrent particulièrement vigilants et entendent s'opposer aux différents projets de loi visant la fonction publique territoriale. A la région ou encore à Rezé, ils ont tenu à dénoncer la loi Poisson adoptée le 9 juin dernier ainsi qu'un projet de loi déposé par 87 députés de la majorité. Le point commun de ses deux textes : en finir avec le statut de la fonction publique territoriale.

La loi Poisson permet aux collectivités d'échanger leurs salariés avec les entreprises privées, et vice et versa. L'article 4 de cette loi qui donne « la possibilité pour les collectivités territoriales d'intégrer des groupements qui ne soient pas exclusivement composés de collectivités » est une « aberration du sens même de la fonction publique, de sa mission de service public débarrassée des enjeux de concurrence libre et non faussée » assène Julien CHAILLOUX, conseiller municipal de Rezé. L'autre texte qui n'est à l'heure actuelle qu'une proposition de loi enfonce le clou puisqu'il permettrait le libre recrutement, c'est-à-dire la fin du recrutement statutaire. Libres aux agents en place de choisir entre leur statut de fonctionnaire ou le statut de contractuel. A la région les élu(e)s communistes ont voté le vœu dénonçant cette proposition de loi qui renforcerait la précarité des emplois et menacerait l'indépendance des agents vis-à-vis du pouvoir politique.

AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Fête de l'Huma

11 12 13 septembre au Parc départemental de La Courneuve.

Loire et Sèvre

Vendredi 18 septembre : Réunion du bureau de section à 19H 00 espace Beaufort à Vertou.

St-Herblain Gesvre et Cens

Vendredi 25 septembre : Réunion du comité local à 19H00 à La Chapelle-sur-Erdre.

Nantes

Mardi 29 septembre : Réunion du comité local à 18h30 à la Fédération.

Brières

Samedi 3 octobre : Repas républicain et citoyen à 12 h 30, chez « Xavier » à Tréfféac (Trignac).

Vous pouvez réserver votre participation auprès de Raymond (06 80 02 67 62).

Les communistes s'adressent aux salariés

Pour la rentrée, la section PCF du Val de Loire a organisé 2 journées militantes en direction des salariés du bassin d'emploi de Carquefou. La crise a des conséquences lourdes pour l'emploi dans ce bassin industriel de l'agglomération nantaise. De nombreuses entreprises ont d'ores et déjà annoncé des plans de licenciements et de restructuration, des centaines d'emplois ont été détruits ou sont menacés dans des entreprises comme



Trelleborg, Goss, Manitou ou Battignolles et bien sûr dans les entreprises sous-traitantes. Pour Patrice CHAPEAU, secrétaire de la section PCF du Val de Loire « Ce sont les politiques de la droite et des patrons voyous qui nous enfoncent dans la crise », « Faute d'un plan de relance pour l'industrie (comme Sarkozy a su immédiatement en mettre un en place pour les

banques), des milliers de petites et moyennes entreprises sont emportées par la récession ». Ce sont 4000 journaux de la section qui ont été distribués aux salariés des entreprises de la zone industrielle de Carquefou pour expliquer la situation de ce bassin d'emplois et mettre en avant les propositions du PCF pour sortir de la crise, sécuriser l'emploi, augmenter les salaires, répartir les richesses produites et défendre les services publics. Propositions qui avaient été déposées à l'Assemblée nationale par les députés communistes à la fin du mois de mai. Avec la crise sociale et politique, les salariés sont en attente de perspectives politiques crédibles pour changer la vie. **Le travail des communistes en direction des salariés est donc essentiel pour apporter des réponses politiques aux luttes sociales, gagner la bataille idéologique et redonner l'espoir.**

Université d'été du PCF

Ah Vieux Boucau quelle charmante bourgade, le soleil, la mer, la plage, les surfeurs, mais aussi et surtout pour la deuxième année consécutive l'université d'été du PCF. Nous étions 4 cette année à y représenter la Loire Atlantique avec quelques 500 autres camarades venus de toute la France. **De nombreux ateliers et débats politiques, sociétaux, humanistes et écologistes ont nourris ce week-end studieux.** Marie George Buffet nous a réaffirmé sa volonté d'élargir le Front de Gauche pour les régionales avec un projet lisible, visible et crédible. A propos d'université, il est à noter que le PCF est le seul parti politique à avoir des archives classées Patrimoine National tout comme le Château de Versailles. Qu'on se le dise, le PCF est un grand parti avec encore de beaux jours devant lui.



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Aymeric SEASSAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : nouvelles.loire-atlantique@laposte.net
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Michel DEJEU
Pedro MAÏA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE



Vite lu...

Banquet des jeunes communistes de Loire-Atlantique

Le Mouvement des Jeunes Communistes de Loire-Atlantique organise un banquet qui aura pour thématique le voyage de solidarité à Cuba organisé cet été par la JC. **Le banquet aura lieu le Vendredi 9 octobre à partir de 19H à la Fédération, 41 rue des Olivettes à Nantes.** Cette soirée sera l'occasion pour les jeunes communistes de raconter leur voyage de solidarité qui s'est déroulé cet été à Cuba, de faire partager leurs expériences et leurs analyses sur ce pays communiste.

Pour vous inscrire et réserver votre participation à cette soirée fraternelle, **vous pouvez contacter les jeunes communistes par téléphone (06 16 24 71 54), par mail (jc.44@laposte.net) ou par courrier (MJC44 41 rue des Olivettes 44000 Nantes).**

Nécrologie

Nous avons appris le décès de notre camarade Jacqueline MOLINARI, sœur de Anne Claude GODEAU tuée au métro Charonne le 8 février 1962. Jacqueline travailla dans l'équipe de la Fédération dans les années 60. Nous présentons nos sincères condoléances à sa famille et à ses proches.



Par Robin SALLE-CROIX (étudiant)

15 Juillet 2009, 100 jeunes communistes s'envolent direction La Havane. Cette date sonne le début d'un voyage de solidarité

avec différentes organisations, citoyens et élus.

Cet ensemble d'expériences, de débats, et de réflexions à été l'occasion pour les jeunes communistes de voir se déployer devant eux un panorama complet de la société cubaine dans toute sa force et sa complexité. Avec d'autant plus d'impact qu'en cette année anniversaire des 50 ans de la Révolution Cubaine se pose devant nous, en Europe et partout dans le monde l'échec cinglant du capitalisme. Mais aller là bas c'était

avant tout voir que la construction d'une société rompant avec les logiques capitalistes ne relevait pas

«Cet ensemble d'expériences, de débats, et de réflexions a été l'occasion pour les jeunes communistes de voir se déployer devant eux un panorama complet de la société cubaine dans toute sa force et sa complexité».

simplement de l'utopie. Par ailleurs nous avons eu la chance également de décliner



notre soutien en une action solidaire forte et tangible. Durant 5 jours, grâce à l'hébergement dans un camp notre groupe à pu travailler volontairement dans les champs de l'île.

C'est donc mélancolique mais chargée

d'espoir et de souvenir que le 29 Juillet la délégation des 100 rentra en France. Désormais de retour, notre principal devoir est de faire connaître la réalité cubaine, être solidaire et démontrer notre attachement à la révolution et à toutes les avancées qu'elle a permit et enfin dénoncer inlassablement les injustices infligées impunément par les Etats-Unis notamment l'infâme blocus qui dure désormais depuis 1962.